



Strasbourg, le 8 avril 2022

**BUREAU DU  
COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**RAPPORT DE REUNION**

**23e réunion, 24-25 mars 2022  
(Strasbourg et visioconférence)**

**1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

M. Paul Rowsell, Président du CDDG, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres présents en ligne et en salle. La liste des participants figure à l'Annexe I. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

**2. Informations sur les activités et développements récents**

Le président et les membres commentent les récents développements, notamment la guerre en Ukraine, l'exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe, la manière dont un soutien supplémentaire pourrait être apporté à l'Ukraine dans le contexte actuel, et les implications possibles pour l'avenir de l'organisation. La guerre a donné l'occasion au Conseil de l'Europe de démontrer l'importance et les avantages des valeurs et principes démocratiques fondamentaux pour l'ensemble de l'Europe, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles le Président et le Bureau ont proposé l'adoption d'une [déclaration publique](#) par le CDDG.

Le Secrétariat indique également que le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance a soutenu une série de conférences en ligne intitulée [Local Governments Unite for Welfare and Peace](#), consacrées à la situation d'urgence en Ukraine. Cette série vise à offrir une opportunité d'interaction significative entre les autorités locales en Ukraine et le reste du monde, y compris les médias mondiaux. Le Bureau prend note de l'information ci-dessus et convient de réexaminer certaines questions au point 4 (voir ci-dessous).

**3. Plan de travail pour 2022**

Après une présentation par le Président, le Bureau prend note du plan de travail du CDDG avec un calendrier actualisé des réunions à tenir (document *CDDG-Bu(2022)1*). Les membres demandent des précisions sur la chronologie des événements pour la rédaction de la recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique. Ils estiment que les réunions supplémentaires du groupe de travail, qui se tiendraient en juin ou - dans le cas du GT-DD - à la fin du mois de juin ou en juillet (pour éviter une trop grande proximité avec sa première réunion en mai), devraient donner l'occasion d'inviter des intervenants du monde universitaire, des ONG, etc. Les travaux relatifs aux deux premières tâches

spécifiques du Comité (rédaction d'une recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique et d'une étude sur la démocratie délibérative et participative qui pourrait déboucher sur une recommandation) devraient rester le cœur du travail en 2022.

#### **4. 15e réunion plénière du CDDG (21-22 avril 2022)**

Le Bureau reçoit des informations du Secrétariat sur l'avant-projet d'ordre du jour [*CDDG(2022)OJ1 prov.*] et la participation éventuelle de membres gouvernementaux de Chypre, d'Italie et d'Ukraine au titre du point régulier sur le partage d'expérience. Le Secrétariat informe également le Bureau quant à l'éventualité de présentations sur les priorités respectives des présidences irlandaise et islandaise du Comité des Ministres, et de celles de l'actuelle présidence italienne dont le représentant pourrait aborder le lancement du Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELOGE) dans son pays.

Le Bureau estime que l'importance de la démocratie et de la bonne gouvernance démocratique justifierait, au vu du contexte actuel, une discussion et des allocutions générales, idéalement par l'ambassadeur d'Italie au nom de la présidence du Comité des Ministres, et par la Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance. Il convient également d'inviter, lors de la 15e réunion plénière, le professeur Beck, de l'Université des sciences appliquées de Kehl (Allemagne), pour présenter un projet de recherche lié au questionnaire en cours circulé au titre du Service de Réponse Rapide à la demande de la délégation allemande, ainsi que Mme Joan Hoey à présenter la méthodologie utilisée par l'Economist Intelligence Unit pour son rapport périodique sur l'état de la démocratie (plutôt que le classement des pays découlant de l'Index). Le Bureau réitère que l'examen de la mise en œuvre des traités et autres instruments juridiques sous la responsabilité du CDDG devrait devenir un point standard de l'ordre du jour des réunions plénières.

Le Bureau adresse ses meilleurs vœux à Mme Monika Kurian à l'occasion de son départ des fonctions gouvernementales en République slovaque (et donc du Bureau du CDDG) pour un nouvel emploi à l'OCDE ; des élections devront être organisées lors de la 15e réunion du CDDG pour désigner un membre du Bureau qui terminera son mandat.

Le Bureau considère qu'il serait opportun que le CDDG reprenne la pratique des réunions en personne, de façon générale. Les membres et les participants devraient donc être encouragés à venir à Strasbourg pour assister aux futures réunions du CDDG et il conviendrait d'insister sur le fait que la participation en ligne ne pourra plus être garantie. Il est clair cependant que, si les délégations doivent en général assister en personne aux réunions, les possibilités de participation en ligne donnent l'occasion à une délégation d'impliquer un-e expert-e de son ministère pour un point particulier de l'ordre du jour.

## 5. Etat de la mise en œuvre des activités du CDDG selon son mandat 2022-2023 (-2025)

- *Bonne gouvernance démocratique*

M. Peter Andre, en sa qualité de Président du Groupe de travail sur les principes de bonne gouvernance démocratique (GT-BG) donne une présentation et le Bureau prend note du rapport de la 1<sup>ère</sup> réunion des 24-25 février [GT-BG(2022)4]. Il note également et commente la version amendée du projet de recommandation issue de la réunion du groupe de travail [CDDG-Bu(2022)2] avec diverses suggestions d'amendements reçues des membres après la réunion.

Celles reçues de la délégation du Royaume-Uni, en particulier, prévoient une révision du dispositif de la recommandation et une nouvelle structure des principes et lignes directrices qui lui sont annexés. Les membres ont fait d'autres propositions (par exemple pour faire référence à l'importance de la participation de l'opposition) ou pour clarifier certains aspects des propositions du Royaume-Uni.

A la fin des discussions, le Bureau charge le Secrétariat de produire une version révisée pour la plénière du CDDG après une nouvelle soumission préalable aux membres du Bureau, en se basant sur les propositions de rédaction structurelles et stylistiques du Royaume-Uni (par exemple, chaque principe en annexe devrait commencer par "il devrait y avoir...") et en les combinant avec d'autres propositions (par exemple de la Norvège), tout en laissant ouvert le nombre de recommandations dans la partie opérationnelle. Le projet révisé serait présenté à la plénière comme un document de travail en cours afin de susciter de nouvelles discussions et des commentaires susceptibles d'aider le groupe de travail lors de sa prochaine réunion (qui sera en grande partie virtuelle) prévue pour début juin,

- *Démocratie délibérative*

Après une introduction générale du Secrétariat, le Bureau assiste à une présentation du Dr Andy Williamson qui a co-écrit avec M. Jordi Barrat l'étude intitulée "Mapping Deliberative Democracy in Council of Europe Member States" [CDDG-Bu(2022)3] à la demande de la Division des élections et de la démocratie participative. L'expert présente les objectifs de l'étude, sa méthodologie et certains des principaux résultats. Les membres du Bureau commentent l'expérience de leur pays et demandent des précisions sur des questions telles que la nécessité d'un cadre juridique spécifique pour soutenir les initiatives, la valeur ajoutée des technologies de l'information et du numérique dans les nouveaux processus participatifs et délibératifs, les risques de détournement de ces processus à des fins populistes.

Le Bureau prend note des informations ci-dessus et le Président, résumant la discussion, souligne que tout texte sur la démocratie délibérative et participative à produire par le GT-DD et le CDDG pourrait préciser ces concepts, comment ils peuvent contribuer à une bonne gouvernance démocratique, et au bon fonctionnement de la démocratie délibérative selon les choses à faire ou à ne pas faire (ou les critères) à garder à l'esprit. Compte tenu des spécificités du sujet, le Bureau suggère qu'il serait opportun de formuler une recommandation qui pourrait inclure une série de lignes directrices.

## **6. Echange de vues avec les représentants de la Commission de Venise et du Le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)**

Les représentants de la Commission de Venise n'étant pas disponibles, le Président accueille les représentants du CDMSI : M. Taavo Lumiste, Président, M. Thomas Schneider et Mme Inge Welberger, tous deux anciens Présidents du CDMSI, et les membres du Secrétariat responsables de ces activités (M. Patrick Penninckx, Chef du Département de la Société de l'Information et Mme Artemizia Chisca, Cheffe de la Division Médias et Gouvernance de l'Internet). Après que le Secrétariat ait rappelé que le but de cet échange était d'apprendre les uns des autres, et une brève présentation des responsabilités respectives, les représentants du CDMSI et les membres du Bureau échangent leur expérience et des informations sur les méthodes de travail, notamment :

- pour le CDDG : l'adaptation à la nouveauté que constitue pour lui l'ensemble des niveaux territoriaux des politiques publiques, le mécanisme de Service de Réponse Rapide, le système d'examen par les pairs, les interactions accrues entre les activités normatives et de coopération / le travail mené par le Centre d'expertise ;
- pour le CDMSI : l'évolution et l'équilibre de l'expertise requise par les travaux actuels (médias, internet, questions numériques), le recours à des consultations publiques ouvertes sur les projets de textes dans les phases finales, la multiplicité des rôles et des fonctions (membres, experts, rapporteurs de rédaction, observateurs), les avantages de structures de travail mixtes impliquant également des entreprises, des universités, des ONG (où seulement la moitié des participants représentent des États membres) et, en même temps, le défi lié aux publics dépourvus de mémoire institutionnelle (roulement plus important) et de pratique diplomatique.

Les discussions portent aussi sur les avantages et les défis d'approches plus ouvertes et de nouvelles méthodes de travail basées sur des plates-formes informatiques (impliquant davantage de personnes et d'horizons divers), sur les difficultés inhérentes à une politisation excessive et à des initiatives bloquées de ce fait dans des domaines cruciaux, sur les liens entre les experts/participants et les gouvernements et sur la manière de traiter les contributions des acteurs non gouvernementaux, etc. Plusieurs parallèles sont faits, par exemple la plateforme de protection des journalistes et le service de réponse rapide du CDDG fonctionnent de manière similaire.

Le Bureau prend note des informations ci-dessus et remercie les représentants du CDMSI pour leur temps et leur précieuse contribution.

## **7. Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance**

Le Secrétariat apporte des informations actualisées sur les diverses activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance, notamment les nouveaux projets qui seront lancés en Bulgarie (décentralisation financière, renforcement de l'autonomie fiscale), en Hongrie (mêmes sujets, en plus du renforcement des capacités et des travaux en cours sur les meilleures pratiques et la mise en œuvre d'ELoGE), en Finlande (décentralisation fiscale, répartition des compétences aux niveaux local et régional, renforcement des capacités, ELoGE) ; les activités en cours en Lituanie (gestion des ressources humaines), en République slovaque (boîte à outils de planification municipale stratégique et analyse comparative des finances locales, conseils stratégiques sur la gouvernance municipale), en Arménie, en

Géorgie (coopération transfrontalière), le projet de la Méditerranée du Sud en coopération avec la Commission de Venise, de nouvelles initiatives à Chypre et en Italie. Le ministère ukrainien de l'infrastructure régionale a demandé un soutien pour la rédaction de certaines nouvelles réglementations applicables en période de gouvernement militaire. Le Bureau prend note de ces informations.

## **8. Forum mondial de la démocratie 2022**

Le Secrétariat informe le Bureau des projets pour l'édition 2022 du Forum mondial de la démocratie. Le concept est en cours de finalisation autour de l'idée d'un grand thème abordant la démocratie en général, en vue de faire le point sur les défis et les solutions possibles, aujourd'hui et à l'avenir. Les membres estiment que le sujet de la gouvernance démocratique méritait de figurer en bonne place dans l'agenda de l'événement et que les résultats pourraient utilement alimenter la finalisation de la recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique.

## **9. Contribution du CDDG aux travaux du Comité sur l'intelligence artificielle**

Il est noté que le Bureau disposait pour l'instant des éléments du cadre, sur la base desquels les propositions pour le CAI (Comité sur l'intelligence artificielle) seraient préparées. M. Peter Andre participera à la première réunion plénière du CAI en avril et fera rapport à la plénière du CDDG.

## **10. Présidences du Comité des Ministres**

Le Secrétariat indique que le lancement du Label européen d'excellence en matière de gouvernance en Italie (Venise, 11 avril), faisait désormais partie de l'agenda et des événements de la présidence italienne du Comité des Ministres. Avec plus de 100 municipalités ayant exprimé leur intérêt à participer, il s'agirait du plus vaste processus ELoGE jamais organisé dans un pays. Quant aux présidences islandaise et irlandaise, il est indiqué que les deux pays ont exprimé un intérêt particulier pour la démocratie délibérative et que l'idée d'un événement conjoint était à l'étude, avec la participation du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance. Le Bureau prend note de ces informations.

## **11. Questions diverses**

M. Peter Andre informe le Bureau qu'il était peu probable qu'il soit entièrement disponible pour la réunion supplémentaire du GT-BG les 9 et 10 juin et que, dans ce cas, la vice-présidente devrait présider les discussions le premier jour de la réunion. Le Bureau en prend note.

## **12. Prochaine réunion**

Le Bureau convient de tenir sa prochaine réunion les 13 et 14 octobre 2022 (modalités à confirmer).

**ANNEXE I****LISTE DES PARTICIPANTS****CHAIR / PRESIDENT**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government, LONDON

**OTHER MEMBERS / AUTRES MEMBRES**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, WIEN

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration, SKOPJE

Ms Monika KURIAN, Ministry of Interior of the Slovak Republic, Public Administration Section, Head of Local Self-Government and Foreign Affairs Unit, BRATISLAVA

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, BRUSSELS

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, HELSINKI

Ms Stefanía TRAUSTADÓTTIR, Senior Advisor, Local Government, Department of Local Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government, REYKJAVÍK

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

Mr Taavo LUMISTE, Chair of the Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI)

Ms Inge WELBERGER, former Chair of the CDMSI

Mr Thomas SCHNEIDER, former Chair of the CDMSI

Mr Andy WILLIAMSON, expert of the Division for elections and participatory democracy

**SECRETARIAT****Secretariat of the CDDG / Secrétariat du CDDG**

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Ms Isabelle ETTER, Assistant

Ms Nino MAKHAURI, Trainee

**Other Secretariat participating in the meeting /Autre Secrétariat participant à la réunion**

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Niall SHEERIN, Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy

Mr Markus ADELSBACH, Head of Division of Elections and Participatory Democracy, Directorate General of Democracy

Mr Patrick PENNINCKX, Head of Information Society Department, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

Ms Artemiza CHISCA, Head of the Media and Internet Governance Division, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

## ANNEXE II

## ORDRE DU JOUR

1. **Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour** [CDDG-Bu(2022)OJ1]
2. **Informations sur les activités et développements récents**, notamment sur la récente suspension de l'adhésion de la Fédération de Russie et ses conséquences
3. **Plan de travail pour 2022**
  - Information par le Secrétariat [CDDG-Bu(2022)1]
4. **15e réunion plénière du CDDG (21-22 avril 2022)**
  - Examen de l'avant-projet d'ordre du jour [CDDG(2022)OJ1 prov.]
5. **Etat de la mise en œuvre des activités du CDDG selon son mandat 2022-2023 (-2025)**
  - *Bonne gouvernance démocratique* :
    - Rapport de la 1<sup>ère</sup> réunion du groupe de travail sur les principes de bonne gouvernance démocratique (GT-BG) des 24-25 février [GT-BG(2022)4]
    - Examen d'un projet de recommandation [CDDG-Bu(2022)2]
  - *Démocratie délibérative* : Préparation de la 1<sup>ère</sup> réunion du Groupe de travail sur la démocratie délibérative et participative (GT-DD) et exploitation de l'étude préparée par les experts de la Division des élections et de la démocratie participative [CDDG-Bu(2022)3]
6. **Echange de vues avec les représentants de la Commission de Venise et du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)** sur les meilleures pratiques concernant les méthodes de travail et la manière dont le CDDG pourrait en bénéficier [CDDG-Bu(2022)4]
7. **Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance**
  - Information par le Secrétariat
8. **Forum mondial de la démocratie 2022**
  - Informations préliminaires et échange de vues sur une possible contribution du CDDG
9. **Contribution du CDDG aux travaux du Comité sur l'intelligence artificielle**
  - Echange de vues sur les types de contributions, y compris une possible prise de position
10. **Présidences du Comité des Ministres**
  - [Priorités et agenda](#) de l'Italie (nov. 2021-mai 2022)
  - Irlande (mai-novembre 2022)
  - Islande (novembre 2022-mai 2023)
  - Echange de vues sur les événements possibles pour impliquer le CDDG
11. **Questions diverses**
12. **Prochaine réunion** (13-14 octobre 2022 ; modalités à confirmer)